Chronique de la campagne des législatives – épisode 1

Nous entamons cette semaine une chronique de la campagne des élections législatives. Vous pouvez retrouver toutes nos chroniques de l'élection présidentielle sur notre site : https://tendanceclaire.org/index.php

Au sommaire :

- Le programme de la NUPES : le PS et EELV s'opposent à des mesures décisives

- Le nouveau gouvernement Macron

Le programme de la NUPES : le PS et EELV s'opposent à des mesures décisives

La NUPES a dévoilé son programme commun jeudi 19 mai. Si la France insoumise, le PCF, EELV et le PS disent partager « 95 % du programme », ils ont néanmoins affiché des désaccords sur des mesures fondamentales du programme. Cette présentation a l'avantage de faire la clarté sur les positionnements des uns et des autres. Cela permet de se rendre compte que la « métamorphose » des sociaux-libéraux est bien entendu bien superficielle : ils restent des sociaux-libéraux et ils affichent d'ores et déjà leur intention de s'opposer aux mesures les plus radicales du programme de la NUPES. Autrement dit, même si la NUPES est majoritaire, ils feront bloc avec la droite pour s'opposer à ces mesures.

Dans le premier chapitre consacré au « progrès social, emplois et retraites », des mesures concrètes importantes sont approuvées par toutes les composantes de la NUPES : Smic net à 1 500 €, abroger les ordonnances Pénicaud et la loi El Khomri, appliquer la présomption de salariat aux travailleurs des plateformes numériques, limiter les écarts de salaires de 1 à 20 dans les entreprises, créer une semaine supplémentaire de congés payés, abroger la réforme Macron contre les chômeurs, doubler le nombre d'inspecteurs du travail, rétablir les CHSCT… D'autres mesures sont plus floues et relèvent plus des « bonnes intentions ». En outre, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires n'est pas chiffré alors qu'il faudrait l'augmenter de 15 % (comme le Smic). Et puis, le programme maintient l'ambiguité sur la décôté concernant la retraite, avec la formulation « *restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein pour toutes et tous après quarante annuités de cotisation* ». Mélenchon avait

annoncé la suppression de la décote : dans ce cas, il ne faudrait pas conditionner le taux plein à 60 ans aux quarante annuités de cotisations ! Enfin et surtout, le PS et EELV s'opposent à la seule mesure concrète donnant un véritable pouvoir aux travailleurs dans l'entreprise : « *le droit de veto suspensif des comités d'entreprise sur les plans de licenciements* ». Et ils s'opposent aussi à la « garantie d'emploi » qui obligerait l'État à fournir un emploi à temps plein aux chômeurs de longue durée. En outre, le PS s'oppose à la titulisation à tous les contractuels de la fonction publique qui le souhaitent. C'était une mesure essentielle qui pourrait changer la vie de près d'un million de personnes !

Dans le deuxième chapitre consacré à l'écologie, les mesures concrètes radicales manquent pour donner un contenu à la « planification écologique », à la baisse des émissions de gaz à effet de serre, ou au respect de la « règle verte ». Des « conseils », « agences » et « indicateurs » sont mis en place, mais le pouvoir économique restera entre les mains des patrons. Il s'agit donc d'inciter, de réguler, de taxer, de subventionner pour atteindre les objectifs écologiques, ce qui n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique. Alors que le programme prévoit la mise des « pôles publics » (en concurrence donc avec le privé…) dans l'énergie, les transports et la santé, le PS et EELV préviennent d'ores et déjà qu'ils s'opposeront à la nationalisation d'Engie, et le PS affiche son hostilité de principe aux nationalisations (citant la branche énergies maritimes d'Alstom, la branche éolienne offshore d'Areva et d'Alcatel). On pourra saluer une série de mesures concrètes (comme la suppression d'un certain nombre de lignes aériennes intérieures, le droit au forfait mobilités durables pour les salariés, la renationalisation des autoroutes, la gestion 100 % publique de l'eau, l'interdiction des fermes usine, la baisse de la TVA sur les services de réparation ou les produits bio, des mesures contraignantes contre la malbouffe) mais cela ne remet pas en cause le coeur du système productif, et donc le productivisme capitaliste. On notera également que la gratuité des transports en commun pendant la crise des carburants (qui figurait dans la campagne présidentielle de Mélenchon) ne figure pas dans le programme commun

Dans le troisième chapitre consacré au partage des richesses et à la fiscalité, EELV s'oppose à toute mesure protectionniste à l'échelle nationale : « *la lutte contre le dumping et pour le respet des normes sociales et écologiques sont des combats qui doivent être menés en priorité à l'échelle européenne* ». Le PS et EELV s'opposent à la nationalisation de la moindre banque, ce qui vide de tout contenu le « pôle public bancaire » auquel ils font mine de souscrire. Tous s'engagent à « *accorder aux salariés un droit d'intervention sur la politique de distribution des dividendes* », mais en l'absence de précision, c'est du vent. Si « *l'interdiction des licenciements boursiers* » ne veut rien dire de précis, on notera néanmoins un engagement plus précis : « *l'interdiction des licenciements économiques par les entreprises qui versent des dividendes ou recevant des aides publiques* ». Des mesures fiscales progressistes sont à saluer : le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, le rétablissement de l'ISF, la suppression de la flat tax, la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, la taxation plus forte des gros héritages. Nous appuyons également la

proposition du PCF de remplacer la CSG (qui pèse principalement sur les travailleurs) par les cotisations sociales payées par les patrons. La promesse que plus personne ne vivra en-dessous du seuil de pauvreté est un engagement fort. En revanche, la promotion de « l'économie sociale et solidaire » alimente l'illusion du développement d'un secteur privé non lucratif en concurrence avec un secteur capitaliste. Concernant la dette publique, le programme est indigent : il demande à la BCE de racheter toute la dette publique (ce qui revient à annuler *de facto* toute la charge d'intérêts lié à cette dette puisque les Banques centrales reversent les intérêts perçus aux Etats), mais ne dit rien sur ce qui sera fait si la BCE refuse… alors qu'il ne fait aucun doute qu'elle refusera !

Dans le quatrième chapitre sur les services publics, le PS et EELV s'opposent à la proposition ambitieuse de l'Union populaire du « 100 % Sécu », à savoir le remboursement intégral des frais de santé par la Sécurité sociale. Le PS et EELV défendent les intérêts des mutuelles et des compagnies d'assurance, au lieu de demander l'intégration de leur personnel aux organismes de Sécurité sociale. La NUPES défend à juste titre l'abrogation les lois sur l'état d'urgence sanitaire et le passe sanitaire et la levée des brevets, mais la réintégration des soignants défendue fortement par Mélenchon à la présidentielle est passée à la trappe. La défense d'un « pôle public du médicament » est très abstrait puisqu'on ne nous explique pas comment il serait constitué. Concernant les universités, le PS annonce son intention de défendre les contre-réformes qui ont saccagé l'enseignement supérieur : lois LRU et Fioraso. Un effort important est promis pour la petite enfance, avec 500.000 places de créer, mais pas uniquement dans les crèches publiques. La gratuité des crèches publiques est affichée comme un objectif lointain.

Dans le cinquième chapitre consacré à la 6ème République et à la démocratie, le programme inclut le RIC (référendum d'initiative citoyenne) et la mise en place d'une nouvelle constitution plus parlementaire. La « démocratisation des médias » ne remet pas en cause la propriété capitaliste sur les médias, même si de bonnes intentions sont affichées pour développer des « coopératives ». La mise en place d'un « plan de séparation la finance et de l'Etat » est un effet d'affichage qui repose sur quelques mesurettes. Mais à partir du moment où la grande propriété capitaliste n'est pas remise en cause, l'État ,ne sera bien évidemment pas séparé de la « finance ». Le PS s'opposera à une loi d'amnistie qui bénéficierait aux gilets jaunes ou syndicalistes condamnés.

Dans le sixième chapitre sur la justice et la sûreté, on notera surtout le refus sidérant du PS de la terminologie de « violences policières ». Le PS s'opposera à toute commission d'enquête sur les violences policières. Ainsi, le PS fera bloc avec la droite la plus réactionnaire pour couvrir les pires agissements de la police.

Dans le septième chapitre sur l'égalité et la lutte contre les discriminations, il y a la promesse de construire « un service public de la dépendance », mais il n'est plus question de remettre en cause les Ehpad privés, même les plus lucratifs !

Enfin dans le dernier chapitre consacré à l'Europe, la NUPES dénonce les traités de libre-échange, la libre circulation des capitaux, le statut de la BCE. « *En conséquence, il nous faudra être prêts à ne pas respecter certaines règles* » nous dit-on. Tout cela reste très abstrait, et tout est fait pour minimiser les conséquences de la « désobéissance » en expliquant que tout le monde désobéit. Mais s'il s'agit de désobéir sur l'essentiel (comme sur la question monétaire), cette désobéissance n'a rien d'anecdotique et ouvre évidemment la voie à une possible rupture avec l'UE et l'euro… une possibilité qui est exclue par la NUPES.

Le nouveau gouvernement Macron

Toute cette attente pour ça ? Macron a mis en place un gouvernement dans la continuité du précédent. La nouvelle première ministre, Elisabeth Borne, a écumé les différents gouvernements Macron (aux transports d'abord pour s'attaquer aux cheminots, puis à l'écologie pour ne rien faire, et enfin au travail pour s'attaquer aux chômeurs) et est vendue aujourd'hui comme une femme de « gauche ».

Bruno le Maire est reconduit à Bercy pour piloter les principales contre-réformes. Alors que Macron a érigé l'écologie en « grande cause », il n'a réussi à débaucher aucun écologiste. Du coup, ce sont deux technocrates libérales (Montchalin et Pannier-Runacher) qui s'occuperont de la « transition écologique » et de la « transition énergétique ». Le mis en examen Dupont Moretti est reconduit à la justice, par la volonté du Prince. Darmanin continuera à sévir à l'intérieur, chargé de lutter contre les violences sexuelles et sexistes alors qu'il est visé pour une enquête pour viol. Macron peut se vanter d'avoir débauché une figure des Républicains, Damien Abad, qui a trahi son parti pour un sous-ministère. On notera également la promotion de Stanislas Guérini à la fonction publique, alors qu'il vient de prendre la défense d'un candidat LREM condamné pour violences conjugales. D'autres figures inconnues et technocratiques apparaissent dans ce nouveau gouvernement : la chiraquienne Catherine Colonna (une énarque qui a grenouillé dans le privé) aux affaires étrangères, Rima Abdul-Malak (conseillère culturelle de Macron après avoir bossé pour le PS, notamment Delanoë à la mairie de Paris) à la culture, ou encore Amélie Oudéa-Castera, énarque qui a elle aussi grenouillé dans le privé (Axa, Carrefour…), nièce d'Alain Duhamel et épouse de Frédéric Oudéa (patron de la Société générale), qui hérite du ministère des sports.

Une fois de plus, il n'y a pas de ministre du logement, ce qui montre à quel point Macron n'en a rien à cirer des problèmes de logement des plus modestes.

Enfin, Macron a nommé Pap Ndiaye, un historien marqué plutôt à gauche qui s'était opposé à la chasse aux « islamogauchistes », à l'éducation nationale. Mélenchon ne s'est pas privé de rappeler que Ndiaye avait dit de Macron en 2019 qu'il représentait le néant : « *on peine à discerner une politique ou même un point de vue consistant* ». Cela ne l'empêche pas de céder aux sirènes du pouvoir macroniste. On a de la peine pour lui, mais ce ne sera pas le premier à jouer l'idiot utile. Et on espère que les enseignants

ne se laisseront pas berner par cette opération séduction assez grossière.

Gaston Lefranc, le 22 mai 2022